

COMMUNAUTE DE COMMUNES

SAULIEU-MORVAN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Délibération du conseil communautaire n°2025-57

Séance de 8 septembre 2025

Nombre de membres		
afférents	présents	qui ont pris part au vote
30	28	29

Date de la convocation
26/08/2025

Secrétaire de séance
E. LESNIEWSKA-CHOQUET

Le huit septembre deux-mille-vingt-cinq à dix-huit heures trente, le conseil communautaire de la Communauté de communes Saulieu-Morvan s'est réuni sous la présidence de Madame Maryse BOLLENGIER, présidente, à Saulieu.

Etaient présents : A. BAKRY, M. BOLLENGIER, C. CANTALI, F. CAP, A. DETALMINIL, D. DUPUIS, A. FEUCHOT, JF FEVRE, V. GARNIER, MC. GENOTTE, F. GUERRIER, JL. JEGOU (1^{er} adjoint V. LOISIER), M. LENOIR, C. LEPEE, E. LESNIEWSKA-CHOQUET, P. LOISON, H. LOUIS, M. MAZILLY, MC. OVERNEY, D. PASQUET, JP. QUESTE, E. ROSE, D. ROULOT, P. SIMONOT, J. SOILLY, JP. THIVEYRAT, B. TURSIN, J. VIGUIE

Etaient absents ou excusés : A. GARCET, E. MAZILLY (pouvoir à MC. GENOTTE),

Objet : **EXONERATION FRR +**

Vu l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2023 portant modification des statuts de la communauté de communes Saulieu-Morvan,

Vu les articles 1466 G, et 1383 K du code général des impôts,

Vu le passage en FPU, délibéré le 27 septembre 2021 (délibération 2021-053),

Vu la délibération 2024-046 fixant les exonération FRR,

Vu le décret n° 2025-628 du 9 juillet 2025, fixant les zones FRR+,

Considérant les avantages et les inconvénients du nouveau disposition « France Ruralité Revitalisation + »,

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **DECIDE** d'instaurer l'exonération de cotisation foncière des entreprises prévue en faveur des opérations visées à l'article 1466 G du code général des impôts.
- **DECIDE** d'instaurer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des immeubles situés dans les zones France ruralités revitalisation mentionnées aux II et III de l'article 44 quinquies A du code général des impôts et rattachés à un établissement remplissant les conditions pour bénéficier de l'exonération de cotisation foncière des entreprises prévue à l'article 1466 G du code général des impôts.
- **CHARGE** la Présidente de notifier cette décision aux services préfectoraux,

Pour extrait conforme,
La présidente,
Maryse BOLLENGIER



Acte certifié exécutoire

- par affichage le : **10 SEP. 2025**